



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté – Égalité – Fraternité

VILLE DE TAVERNY

DÉCISION DU MAIRE N° 2023-553

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE A TITRE GRACIEUX ENTRE LA VILLE DE TAVERNY ET L'ASSOCIATION « CROIX ROUGE FRANCAISE »

LE MAIRE DE TAVERNY,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2122-22 et L. 2122-23,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques et notamment son article L. 2125-1,

Vu la circulaire du 18 janvier 2010 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations,

Vu la délibération n° 35-2020-JU06 du conseil municipal du 25 mai 2020 modifiée, prise en application de l'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales,

Vu la décision municipale n° 2015-197 du 24 juillet 2015 relative à la fixation des tarifs appliqués par la Commune pour les activités sportives, culturelles, périscolaires, séjours et mini-séjours, ainsi que les locations de salles,

Vu la décision municipale n° 2017-222 du 29 août 2017, portant modification de la décision municipale n° 2015-197 du 24 juillet 2015,

Vu la décision municipale n° 2019-111 du 27 mai 2019 portant mise à disposition des salles et installations sportives communales et de matériels au profit des associations tabernaciennes,

Vu les statuts de l'association « CROIX ROUGE FRANCAISE »,

Considérant que les associations locales œuvrent dans les domaines de l'éducation, du sport, de la culture, de l'environnement et du social ;

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

095-219506078-2023M16 - DM 2023 - 553-CC

Réception en sous-préfecture le : 20 novembre 2023

Publication le : 20 novembre 2023

Considérant que la commune a pour intérêt de mettre à disposition des associations locales à titre gracieux des salles et des installations sportives, ainsi que des matériels leur permettant de proposer leurs activités ;

Considérant que l'autorisation d'occupation ou d'utilisation du domaine public peut être délivrée gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général ;

Considérant que l'association « CROIX ROUGE FRANCAISE » œuvre dans le milieu des solidarités et remplit ces conditions ;

Considérant que la convention d'occupation temporaire entre la commune et l'association « CROIX ROUGE FRANCAISE » arrive à échéance et qu'il convient de la renouveler ;

Considérant qu'en conséquence, il y a nécessité de formaliser les engagements et responsabilités réciproques de chacune des parties par la signature d'une convention de mise à disposition avec l'association ;

DÉCIDE

Article 1^{er} :

La convention d'occupation temporaire précisant le planning annuel des mises à disposition à l'association, ainsi que les éventuels avenants sont signés avec l'association « CROIX ROUGE FRANCAISE », sise 98 rue Didot à PARIS (75014) représentée par délégation par Monsieur Maurice ROZAY en sa qualité de Président local de l'association.

Article 2 :

La convention d'occupation temporaire est consentie à titre gracieux à l'association « CROIX ROUGE FRANCAISE », selon les dispositions contractuellement prévues dans la convention de mise à disposition annexée.

Article 3 :

La convention d'occupation temporaire est conclue pour une durée d'un an à compter de la date de sa signature. Elle est renouvelable quatre fois.

Article 4 :

Les dépenses occasionnées seront imputées au budget communal des exercices 2023 et suivants.

Article 5 :

La présente décision sera publiée de manière dématérialisée sur le site internet de la Commune et inscrite au registre des délibérations et des décisions du Maire dont ampliations seront transmises à la Sous-préfecture d'Argenteuil et au comptable public assignataire de la Commune.

Article 6 :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame le Maire de Taverny dans un délai de deux mois à compter de sa publication, de manière dématérialisée, sur le site internet de la Commune, disponible à l'adresse suivante : <https://www.ville-taverny.fr>.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise, sis 2-4 Boulevard de l'Hautil à Cergy-Pontoise (95027), dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision ou à compter de la décision de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé. Le Tribunal Administratif peut également être saisi directement par l'intermédiaire de l'application « Télérecours citoyens » (informations et accès au service disponibles à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr>).

Fait à Taverny, 16 novembre 2023

Le Maire,



Florence PORTELLI